

International Monetary Fund
African Department



Madagascar
Corruption et développement
économique

Université d'Antananarivo / Cabinet
FTHM Consulting, 26 octobre 2018

Marc Gérard, Représentant Résident

Le contenu de cette présentation correspond aux vues de l'auteur, mais ne saurait engager le Fonds Monétaire International ou son conseil d'administration



Points principaux

1. Situation actuelle en matière de corruption
2. Impacts économiques de la corruption
3. Bilan des actions de lutte contre la corruption

Référence: Engstrom, Imam et Soto (2017), "Gouvernance et Corruption", *Document sur les Questions Générales*, Rapport du FMI 17/224



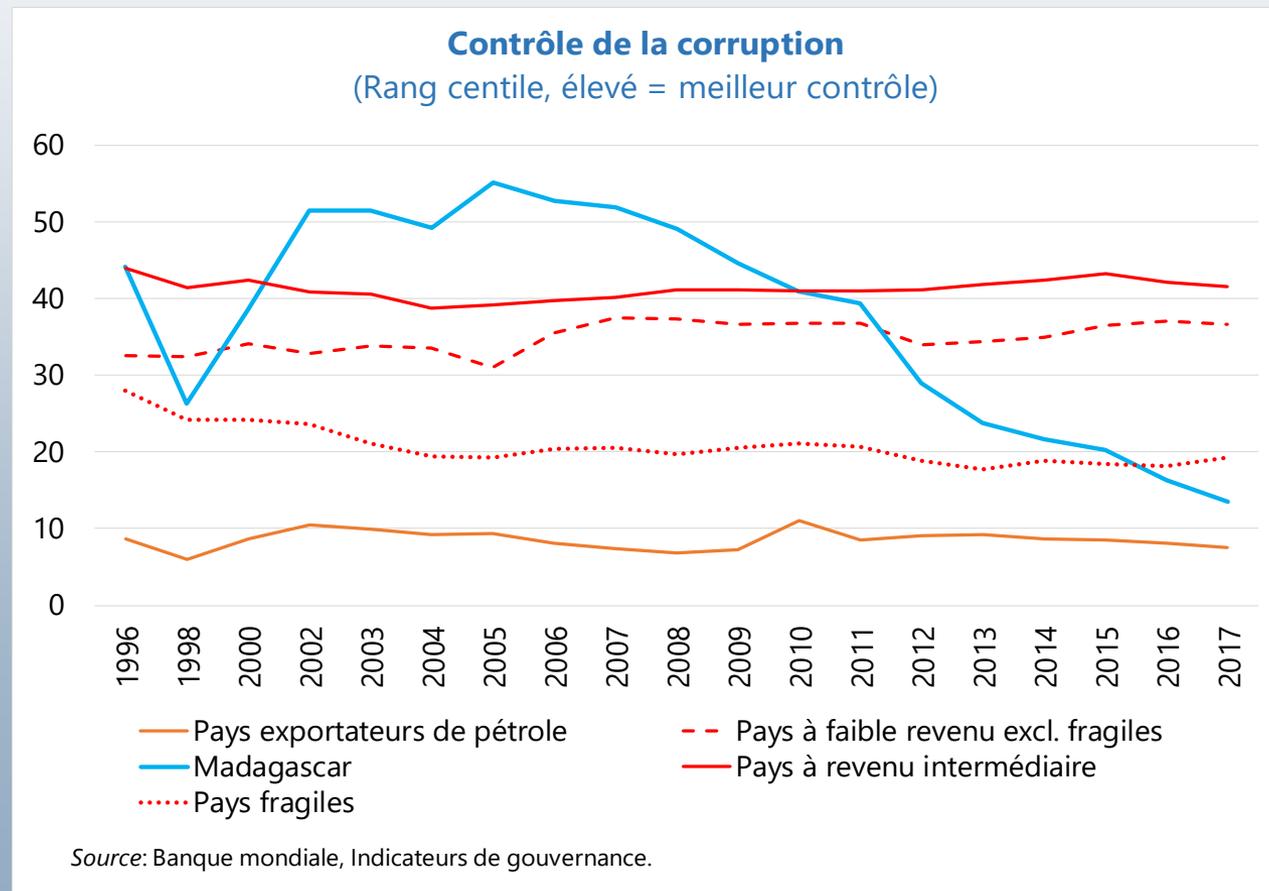
1. Situation actuelle

1. Caractère systémique de la corruption
2. Dégradation du climat des affaires
3. Erosion de la légitimité des institutions gouvernementales



1.1 Caractère systémique de la corruption

Les indicateurs de contrôle de la corruption n'ont cessé de se dégrader à Madagascar depuis le milieu des années 2000.

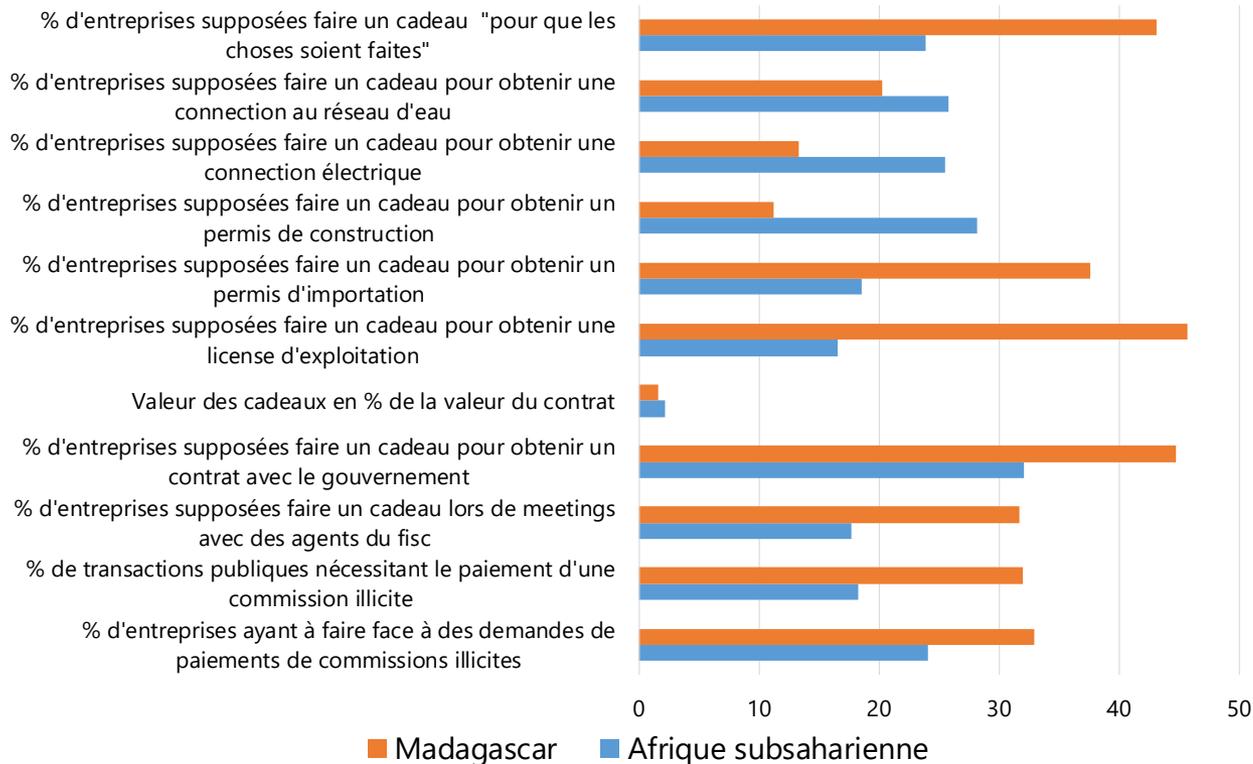




1.2 Détérioration de l'environnement des affaires

La corruption affecte le climat des affaires et les relations public-privé dans des proportions considérables.

Impact de la corruption sur le climat des affaires (2013)

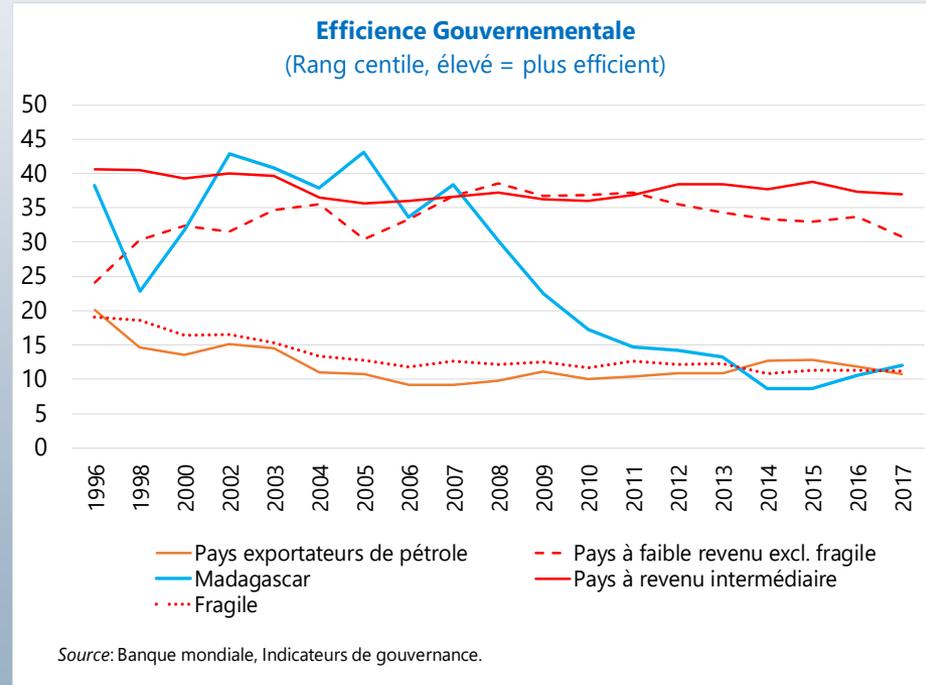
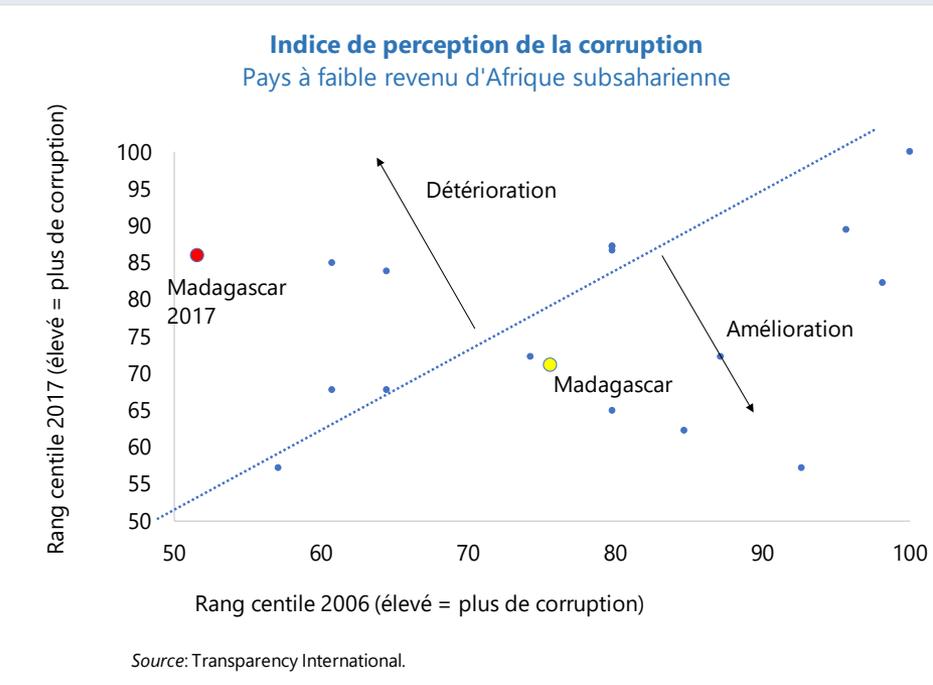


Source: World Bank Enterprise Survey.



1.3 Erosion de la légitimité des institutions gouvernementales

Une hausse de la corruption perçue s'est accompagnée d'une baisse marquée de l'efficacité gouvernementale.





2. Impacts économiques de la corruption

1. Ralentissement du développement économique:
 - Faiblesse de la croissance
 - Perte structurelle de compétitivité
2. Moindre efficacité des politiques publiques
 - Baisse des performances budgétaires
 - Sous-développement du secteur financier



2.1 Faiblesse de la croissance

Un haut degré de corruption tend à être associé à une croissance plus faible, en raison d'incertitudes juridiques et de l'introduction de coûts "frictionnels" dans les transactions économiques.

- Sur la base d'études empiriques générales, l'accroissement de la corruption pourrait avoir réduit la croissance de ½-1 pour cent par an à Madagascar depuis 2005.
- A noter que la causalité joue cependant dans les deux sens.

Effet d'une augmentation d'une unité de l'indice de corruption perçue		
	Pays à faible revenu	Tous les pays
Croissance du PIB par habitant	-0.59	-0.92
Nombre d'études	34	434

Source: Ugur, M and Dasgupta, N (2011), "Evidence on the Economic Growth Impacts of Corruption in Low-Income Countries and Beyond: A systematic review." London: EPPI-Centre, Social Science Research Unit, Institute of Education, University of London.



2.2 Pertes de compétitivité

Le pays a subi des pertes de compétitivité dans nombre de domaines typiquement affectés par la corruption - infrastructures (marchés publics) et climat des affaires.

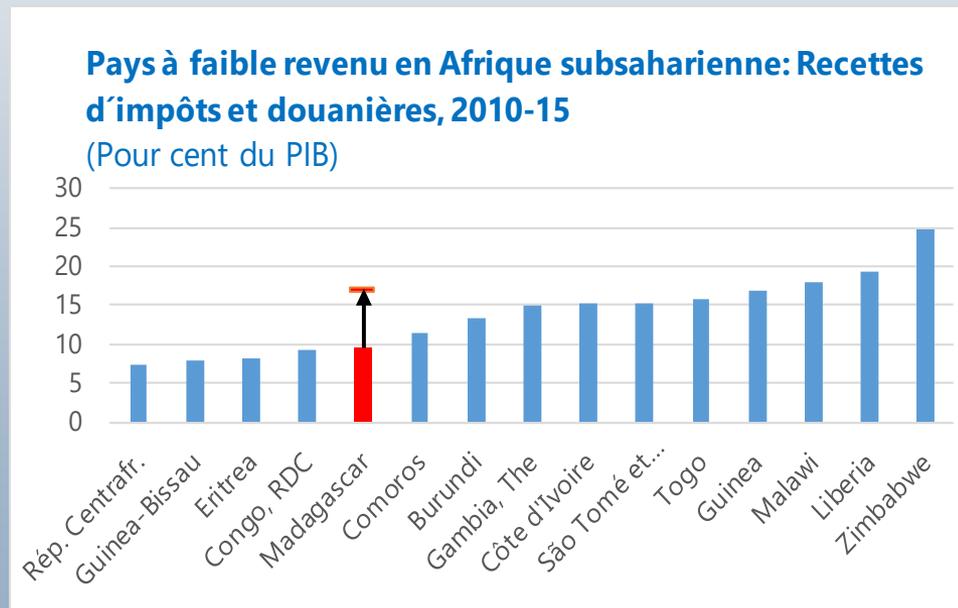




2.3 Baisse des recettes fiscales

La corruption affecte négativement les recettes fiscales via deux canaux: (i) indirectement, le déficit de légitimité des autorités complique le *recouvrement des impôts* ; (ii) directement, la *fraude* et la mise en place de *régimes d'exemption abusifs* diminuent la base taxable.

- La corruption et ses avatars expliquent probablement la moitié de l'écart entre le niveau de recettes effectivement perçues et le potentiel fiscal de Madagascar, estimé autour de 17 pour cent du PIB.

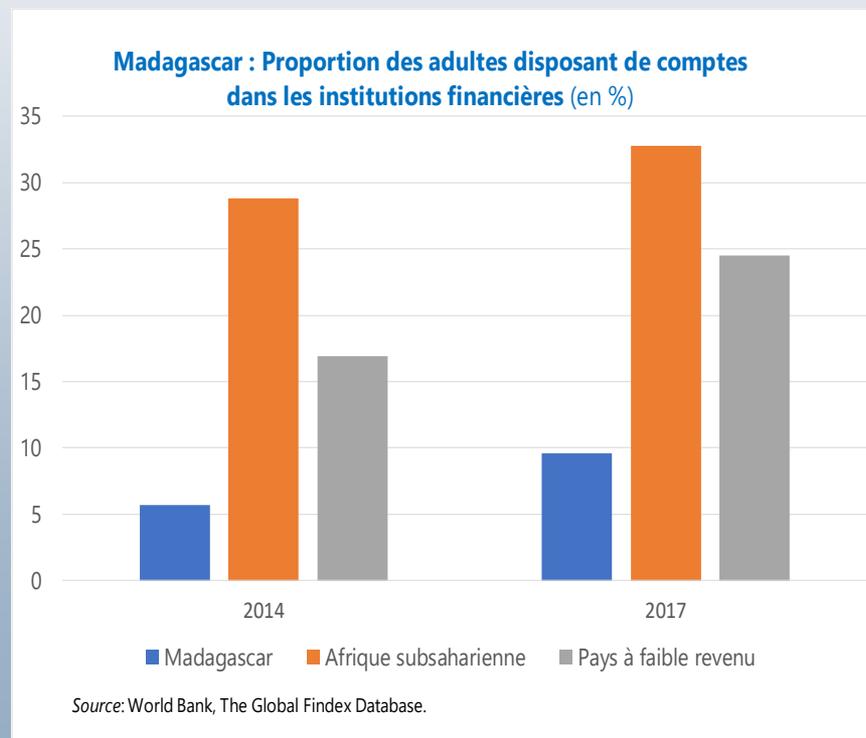




2.4 Sous-développement du secteur financier

Madagascar se singularise par un faible niveau d'inclusion financière – à la fois reflet de l'ampleur du secteur informel et terrain propice aux transactions illicites.

- La capacité de la banque centrale à influencer l'activité s'en trouve réduite.
- Par ailleurs, un fait stylisé connu est que développement économique et croissance du crédit vont de pair.





3. Bilan des actions de lutte contre la corruption

1. Renforcement de l'arsenal législatif
2. Amélioration de l'indépendance de la justice
3. Réformes de la gestion des finances publiques (transparence)



3.1 Renforcement de l'arsenal législatif (1) – ce qui a été fait

Stratégie nationale de lutte contre la corruption: mise aux normes internationales (bonnes pratiques) du cadre législatif, en partenariat avec la société civile et avec l'appui du FMI

- Loi contre le trafic des bois précieux (2015)
 - ◆ Création d'un tribunal spécial
- Loi relative à la lutte contre la corruption (2016)
 - ◆ Elargissement de la définition des délits de corruption
 - ◆ Obligation de déclaration de patrimoine des agents publics
- Loi relative aux pôles anti-corruption (2016)
 - ◆ Garanties d'indépendance statutaire et financière des juges
 - ◆ Ouverture d'un premier pôle à Antananarivo (juin 2018)
- Loi relative à la coopération internationale (2017)



3.1 Renforcement de l'arsenal législatif (2) – ce qui reste à faire

Lois en attente d'examen par le Parlement – adoption requise dans le cadre du programme FMI

- Loi sur le recouvrement des avoirs illicites
 - ◆ Renforcement, harmonisation et contrôle des procédures de saisies des avoirs obtenus par voie de corruption
- Loi sur la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme

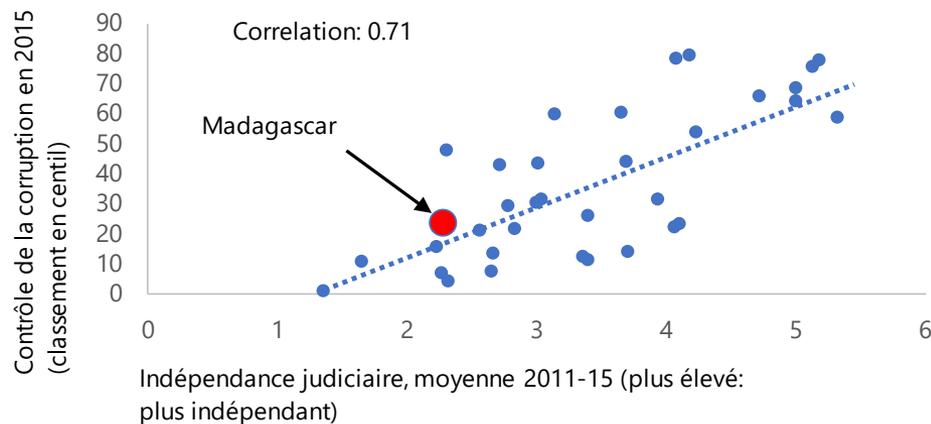
Risque d'inscription de Madagascar sur la "liste grise" du GAFI: perte des "relations de correspondants bancaires" → augmentation des coûts de transactions sur toutes les activités financières avec le reste du monde



3.2 Amélioration du fonctionnement de la justice (1)

L'amélioration de l'indépendance et de l'impartialité des institutions judiciaires est un prérequis pour lutter effectivement contre la corruption.

Indépendance judiciaire et contrôle de la corruption



Source: The Global Competitiveness Report.



3.2 Amélioration du fonctionnement de la justice (2)

Quelques pistes d'améliorations du fonctionnement de l'autorité judiciaire

- Renforcement des garanties dans les procédures de nomination et de gestion des carrières des magistrats
 - ◆ Critiques récurrentes relatives à l'indépendance de la Haute Cour Constitutionnelle
- Fonctionnement effectif des pôles anticorruption
 - ◆ Publication trimestrielle de statistiques sur les dossiers suivis ainsi que des décisions finalement rendues
- Respect des décisions de justice par les autorités et les médias
 - ◆ *In fine*, devoir d'exemplarité des dirigeants



3.3 Réformes de la gestion des finances publiques (1) - Aperçu

- En un sens, la lutte contre la corruption est sous-jacente à l'ensemble des procédures de contrôle et d'exécution budgétaires.
- Un important travail a été accompli ces dernières années avec l'assistance techniques des partenaires techniques et financiers.





3.3 Réformes de la gestion des finances publiques (2) - Transparence

- La transparence est une dimension cruciale de la bonne gouvernance et de l'efficacité de l'action publique.
- La publication de documents-clés peut permettre de limiter la corruption dans l'utilisation des deniers publics:
 - ◆ Documents et annexes budgétaires, notamment concernant les risques financiers (partenariats publics privés)
 - ◆ Information sur les états financiers des sociétés publiques – loi sur les établissements publics nationaux (2018)
 - ◆ Conditions de passation des marchés publics
 - ◆ Justification des régimes d'exemption fiscale
 - ◆ Activités des multinationales, notamment dans le secteur minier



Misaotra!